



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 05 JUIN 2025

mettant en demeure la société KUHN SAS
de respecter des dispositions relatives à l'aménagement et à l'exploitation
de l'installation classée « décharge de sable de fonderie » qu'elle exploite
rue de l'Ermitage à SAVERNE (67700)

N° AIOT : 0006701956

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU** le code de l'environnement, notamment son article L. 171-8 ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 24 mai 1991 portant autorisation à la société KUHN SAS d'exploiter une décharge de sables de fonderie à Saverne ;
- VU** l'arrêté du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 24 juin 2024 mettant en demeure la société KUHN SAS de réaliser des mesures de PFAS et AOF conformément à l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 ;
- VU** le rapport d'inspection du 19 mars 2025 relatif à la visite du 27 février 2025 de la décharge de sable de fonderie exploitée par la société KUHN SAS rue de l'Ermitage à SAVERNE (67700) ;
- VU** la demande de délai complémentaire transmise par la société KUHN SAS par courrier du 03 avril 2025 ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 27 février 2025, l'inspection a constaté les non-conformités suivantes ;

CONSIDÉRANT que, au mépris de l'article 11 de l'arrêté du 24 mai 1991 susvisé, l'installation est équipée d'une clôture mais que celle-ci ne répond pas aux critères prescrits ;

CONSIDÉRANT que le jour de la visite, la hauteur de la clôture est inférieure à 2 m (environ 1,50 m) et qu'elle présente par endroits des ruptures de continuité ;

CONSIDÉRANT de ce fait que la clôture n'empêche pas l'accès au site ;

CONSIDÉRANT que, au mépris de l'article 30 de l'arrêté du 24 mai 1991 susvisé, que la société KUHN SAS n'a pas procédé à la mise en place de matériaux inertes et imperméables à la surface des alvéoles ;

CONSIDÉRANT que, au mépris de l'article 30 de l'arrêté du 24 mai 1991 susvisé, que la société KUHN SAS n'a pas procédé au recouvrement du terrain avec de la terre végétale et à son engazonnement ;

CONSIDÉRANT de ce fait que la société KUHN SAS n'a pas procédé au réaménagement définitif prescrit à l'article 30 de l'arrêté préfectoral du 24 mai 1991 ;

CONSIDÉRANT que, au mépris de l'article 31 de l'arrêté du 24 mai 1991 susvisé, l'exploitant ne tient pas à jour de documents d'exploitation ;

CONSIDÉRANT que, au mépris de l'article 35 de l'arrêté du 24 mai 1991 susvisé, des déchets non-admis de type objets « encombrants » sont stockés sur site (traverses de chemins de fer, dalles en béton armé) ;

CONSIDÉRANT que, au mépris de l'article 38 de l'arrêté du 24 mai 1991 susvisé, le bassin de lixiviation de la décharge déborde et s'écoule dans le milieu naturel ;

CONSIDÉRANT que ces écoulements sont susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique, ainsi que la conservation de la faune et de la flore ;

APRÈS échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection des installations classées ;

SUR PROPOSITION du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er} : prescriptions à respecter

La société KUHN SAS, dont le siège se trouve 4 impasse des Fabriques à Saverne (67700) et dont l'installation qu'elle exploite rue de l'Ermitage à Saverne (67700), est mise en demeure de respecter les prescriptions rappelées ci-après :

dans un délai de deux mois

- article 38 de l'arrêté du 24 mai 1991 susvisé : « *Sont interdits : tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique, ainsi que la conservation de la faune et de la flore. Toutes dispositions doivent être prises pour éviter tout déversement accidentel susceptibles d'être à l'origine d'une pollution des eaux.* ».

dans un délai de douze mois

- article 11 de l'arrêté du 24 mai 1991 susvisé : « *L'installation sera entourée d'une clôture réalisée en matériaux résistants et incombustibles, d'une hauteur minimale de 2 m, empêchant l'accès au site. Un portail fermant à clé interdira l'accès à la décharge.* ».
- article 31 de l'arrêté du 24 mai 1991 susvisé : « *L'exploitant tiendra à jour des documents d'exploitation mentionnant :*
 - *les alvéoles en cours d'exploitation ;*
 - *un historique du remblaiement ;*
 - *la hauteur des déchets enfouis ;*
 - *un comptage au jour le jour avec la nature des matériaux, leurs origines et leurs volumes.**La mise à jour de ces documents sera effectuée régulièrement. ».*

- article 35 de l'arrêté du 24 mai 1991 susvisé : « En aucun cas, le transit et le stockage de matériaux susceptibles de polluer le milieu récepteur, notamment les déchets provenant des installations classées pour la protection de l'environnement ou les matières relevant de cette réglementation, ne doivent être amenés sur le site, même de façon temporaire :
Liste des principaux matériaux interdits pour remblayer le site :
 - sables non brûlés contenant des liants organiques de synthèse ;
 - fines provenant des dépoussiérages du sable ;
 - poussières provenant des fumées du four ;
 - sables brûlés retenus au tamisage après décochage ;
 - poussières provenant du travail des pièces (ébardage, meulage, ...) ainsi que :
 - ordures ménagères, déchets hospitaliers...
 - produits bitumineux (y compris ceux provenant de réparation de chaussées) ;
 - déchets industriels (chimiques, biologiques...) ;
 - liquides inflammables et toxiques ;
 - boues de forage ;
 - boues de station d'épuration (urbaines et industrielles) ;
 - objets dits « encombrants » (literie, électroménager, mobilier, véhicules, pneus...) ;
 - papiers, textile et habillement, matières plastiques, caoutchouc, métaux... ;
 - produits solubles. ».

dans un délai de dix-huit mois

- article 30 de l'arrêté du 24 mai 1991 susvisé : « Les casiers seront comblés et aplanis à un niveau inférieur de 1,5 m environ à celui du terrain naturel initial. Il sera alors procédé à la mise en place sur toute la surface de matériaux inertes et imperméables (perméabilité inférieure à 10 m/s). Le terrain sera ensuite recouvert de 20 cm de terre végétale meuble. Enfin, le terrain sera engazonné. ».

Article 2 : mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : sanctions administratives

S'il n'a pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, (...), l'autorité administrative ordonne la fermeture ou la suppression des installations ou ouvrages, la cessation de l'utilisation ou la destruction des objets ou dispositifs, la cessation définitive des travaux, opérations, activités ou aménagements et la remise des lieux dans un état ne portant pas préjudice aux intérêts protégés par le présent code.

Article 4 : voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex), ou sur le site www.telerecours.fr, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

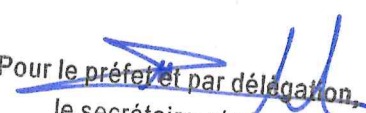
Article 5 : exécution

- Le sous-préfet de l'arrondissement de Saverne,
- le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société KUHN SAS par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Saverne.

Le préfet,


~~Pour le préfet et par délégation,~~
le secrétaire général,

Mathieu DUHAMEL